

ÉDITO Par Marie-France Cros
Enlissement
au Congo-Kinshasa

Deux mois et onze jours après la fin de son dernier mandat constitutionnel, le président Joseph Kabila est toujours à la tête de l'Etat congolais. Et ce, bien que, deux mois après sa signature, l'accord de la Saint-Sylvestre qui le lui permet moyennant certaines conditions ne soit toujours pas mis à exécution, faute d'entente sur les modalités de son application.

Le pays est entré dans un nouvel épisode de ces enlissements qui font les délices de sa classe politique, affairée à négocier des intérêts particuliers sous couvert de défendre l'Etat, la population, l'avenir... Plus s'éloigne la perspective de soulèvement populaire qu'avait fait naître le non-respect de la fin du mandat présidentiel, plus le camp Kabila tente de reprendre ce qu'il avait cédé à la Saint-Sylvestre : un Premier ministre issu du Rassemblement d'opposition et la promesse que M. Kabila ne briguera pas de nouveau mandat.

Mais l'opposition est loin d'être sans faute. Après que la population a risqué sa vie en manifestant en janvier 2015, en septembre et décembre 2016 (la répression a fait de nombreuses victimes) pour le respect de la Constitution, Etienne Tshisekedi était prêt à la violer en réclamant la création ex nihilo d'un "régime spécial" de transition qu'il dirigerait.

Le Rassemblement d'opposition – créé en 2016 pour réunir l'UDPS de Tshisekedi, de petits partis d'opposition et les kabilistes entrés en dissidence au nom du respect de la Constitution, le G7 – a donné la prési-

dence d'un comité des sages à Tshisekedi, notoirement en mauvaise santé, sans que soit prévu un mécanisme pour le remplacer en cas de défaillance ; ce qui laisse la coalition sans personne pour contrôler la mise en œuvre de l'accord de la Saint-Sylvestre.

Aujourd'hui, ni le Président, ni les députés, ni les sénateurs n'ont de légitimité et l'opposition n'a que sa soif de postes à opposer à leur désir de s'incruster.
Pauvre Congo!